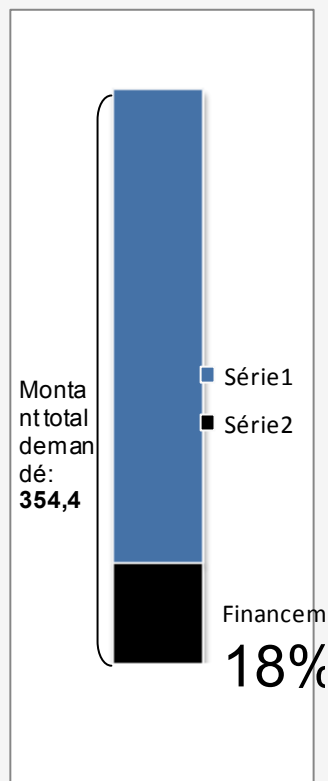


LE NIGER ET LA CRISE MALIENNE

Nb. de réfugiés	50.000
Nb. de ménages	10.000

Source: (HCR: 31 décembre 2012)

FINANCEMENTS CAP 2013 A LA DATE DU 20 MARS



Plan de contingence dans les régions: les mises en œuvre sont souvent difficiles.
Camp des réfugiés d'Abala: une expérience de scolarisation réussie
Santé: Renforcer le CSI de Tlemces en attendant la relocalisation des réfugiés.

Crises et catastrophes naturelles : révision des plans régionaux et du plan national de contingence

Les autorités locales nigériennes et leurs partenaires humanitaires ont réexaminé la semaine dernière l'état de préparation de leurs régions administratives aux crises et catastrophes naturelles, en prélude à l'atelier national d'élaboration du plan de contingence multirisques national du 19 au 22 mars.

À Maradi, le plan de contingence local n'a pas toujours été mis en œuvre lorsqu'il s'est agi de gérer les crises et catastrophes naturelles qu'a connues la région en 2012, a conclu l'atelier régional.

Réunis les 15 et 16 mars, les participants ont également déploré qu'il y ait eu beaucoup d'improvisation, que le stock de contingence n'avait pas été mis en place et qu'il n'y avait pas non plus de données sur les capacités opérationnelles des acteurs humanitaires : on ne pouvait savoir qui a fait quoi et où ? Les évaluations n'ont pas été standardisées parce que les fiches d'évaluation élaborées par le Dispositif n'ont pas été utilisées, les mécanismes de coordination n'ont pas bien fonctionné par endroits, et l'information n'a pas souvent bien circulé, ont-ils ajouté. Ces insuffisances ont eu pour conséquences, précisent les participants, que les réponses ont été lentes, les collectivités locales n'ont que peu participé à la gestion des catastrophes, et que les bilans humains de ces crises ont généralement été surestimés.

L'atelier s'est cependant réjoui de la mobilisation des partenaires aux côtés des autorités locales pour l'organisation des missions d'évaluation et la mobilisation de l'assistance en faveur des sinistrés. Ils se sont également réjouis de l'opérationnalité de certains mécanismes de coordination (rencontres CRPGCCA/partenaires, coordination des partenaires, les rencontres des clusters santé/nutrition et sécurité alimentaire) et du fort élan de solidarité des populations.

A Zinder, une aggravation de la pénurie d'eau avec des conséquences pour la scolarisation des enfants et des accidents industriels liés à la présence de la raffinerie de pétrole ont été identifiés comme les risques probables auxquels la région de Zinder devrait se préparer.

Parfois, les enfants doivent choisir d'aller chercher de l'eau sur de longues distances plutôt que d'aller à l'école ou ils sont trop fatigués de leurs corvées d'eau pour rester éveillés en classe. La rencontre a donc recommandé de garantir la disponibilité de l'eau potable aux habitants des quartiers à risque au moyen de l'acheminement par camions citernes. Le volume d'eau journalier à fournir serait de 400 m³, à raison de 10l par habitant. Certains des quartiers connaissent déjà des pénuries, d'autres pourraient s'y joindre dans les mois à venir si les mesures appropriées ne sont pas prises à temps, prévient la réunion.

Le plan de contingence n'espère pas non plus d'amélioration significative de la situation nutritionnelle.

Les participants à l'atelier qui s'est déroulé du 14 au 16 mars ont recommandé, entre autres, d'aider les départements et communes de la région à s'approprier le plan, en définissant leurs rôles et en établissant un calendrier opérationnel. Ils ont également recommandé que des stocks de sécurité alimentaire (10 tonnes de céréales) et une centaine de kits non-vivres soient prépositionnés dans les communes, et que les partenaires humanitaires prennent en compte la composante urgence /contingence dans leurs futurs programmes et projets.

La région de Diffa devrait être prête à gérer une crise agropastorale susceptible d'affecter plus de 165 000 personnes et 740 000 têtes de bétail ; les conséquences d'un débordement de la rivière Komadougou et accueillir des mouvements de populations fuyant une possible recrudescence de la violence armée au Nigeria.



Les crues de la Komadougou ont forcé des habitants de leurs demeures, l'an dernier./ OCHA-Niger

L'atelier des 15 et 16 mars derniers qui a regroupé une quarantaine de personnes issues de l'administration publique, des élus locaux, des personnalités politiques et des partenaires techniques et financiers, a révélé les difficultés liées à la mise en œuvre du plan de contingence de l'année dernière. Il a déploré qu'il n'ait pu être mis en place et que les recommandations, notamment le prépositionnement de stocks de contingence, n'aient pas été respectées.

A noter que la révision des plans régionaux s'intègre dans la programmation du plan national de contingence qui se tient à Maradi du 19 au 22 mars

Sécurité alimentaire

A Iférouane, près de 130 tonnes de céréales par mois offertes à une vente spéciale à prix modérés.

Les habitants des communes rurales d'Iférouane (13 892) et de Timia (14 255) devraient avoir un meilleur accès aux produits vivriers avec la mise en œuvre à la fin du mois de février par les autorités locales d'une «Vente spéciale de céréales à prix modérés». Cent vingt-neuf tonnes de céréales sont offertes à la vente. L'opération a débuté en février et doit s'achever en mai.

La vente spéciale vise à améliorer l'accès aux vivres du département d'Iférouane dont l'approvisionnement reste difficile du fait de l'enclavement de la zone par rapport à Agadez et du mauvais état du tronçon (Agadez-Iférouane).

Des kits ménages vont être offerts par les autorités régionales de l'élevage à quelques 259 ménages vulnérables de la région de Tillabéry.

Chaque ménage recevra un lot de quatre chèvres et un bouc pour dix chèvres. Au total, 1141 caprins dont 1036 chèvres et 105 boucs seront distribués dans toute la région de Tillabéry. Cet appui d'un montant de 40 millions de FCFA, contribuera à l'amélioration des conditions de vie de la population par le développement de l'élevage qui est une activité génératrice de revenu (vente et utilisation alimentaire des sous produits), et aussi en réduisant l'exode rural.

Relocalisations: Akarass plaide pour la réhabilitation du CSI de Tlemcess

Le Centre de santé de Tlemcess devrait être réhabilité, le personnel et la disponibilité des produits de prise en charge renforcés. La mission « santé » du HCR et d'Akarass Niamey de retour d'une visite de trois jours (8-10 mars) recommande également à l'administration sanitaire que des séances de vaccination d'urgence soient organisées en faveur des enfants de moins de cinq ans, et que les programmes de prise en charge de la tuberculose et du VIH/SIDA soient renforcés au sein du CSI.

La mission, rendant compte de sa visite au Secrétaire général adjoint de la région et à un représentant de la Direction régionale de la santé, recommande en outre que le Centre hospitalier régional de Tahoua aide au référencement des complications de Tlemcess.

Tlemcess est distant de 18 km du nouveau site choisi pour la relocalisation des réfugiés de Tahoua.

Par ailleurs, une mission « wash » réalisée à la même période par le HCR et la Direction régionale de l'hydraulique (DRH) a identifié les besoins d'approvisionnement en eau sur le site de relocalisation d'Intikane. Les forages de Tlemcess et d'Ekenewane distantes de 8 km du site seront bientôt renforcés car c'est de ces localités que s'effectuera le water trucking en attendant la mise en œuvre d'un forage à Intikane.

Education: Abala, l'exemple réussi de la scolarisation dans un camp

Avec plus de 1600 élèves scolarisés, dont 835 filles, le camp de réfugiés d'Abala offre un bel exemple de collaboration entre l'UNICEF, le HCR et leurs partenaires afin d'assurer une éducation de qualité aux enfants réfugiés maliens du Niger.

A ce jour, 4,242 enfants réfugiés âgés de 3 et 18 ans ont accès à l'éducation.

A Abala en particulier, la construction de 30 salles de classes, de quatre blocs de latrines associée à la mise à disposition de 300 tables bancs, de tableaux chevalets et de 30 kits scolaires ont permis l'équipement des classes. De même, 27 enseignants, deux directeurs d'école, deux conseillers pédagogiques et un administrateur assurent les cours et le fonctionnement de l'école du camp de réfugiés.



Des élèves à l'ombre d'une classe à Abala/UNICEF-Niger

Grâce à la bonne collaboration et au partage d'informations entre les acteurs concernant l'éducation des enfants réfugiés; l'école du camp d'Abala fonctionne à la satisfaction des élèves, des enseignants, des parents d'élèves et de la communauté.

Un plaidoyer est en cours pour appuyer la scolarisation de 124 élèves du secondaire (dont 34 filles) à Abala et rendre prioritaire leur participation aux examens

afin de faciliter la certification de leur apprentissage en accord avec le gouvernement malien.

Depuis octobre 2012, UNICEF et ses partenaires (HCR, OXFAM, Plan International, CRS, Humanitaires sans Frontières, UNESCO, CNE et le Ministère de l'Éducation nationale) travaillent conjointement pour assurer une éducation de qualité aux enfants réfugiés sur les camps et sites d'Abala, Mangaize, Ayorou, Tigzefane, Miel, Kizamou et Intikane (Tillia).

La réussite de cet ambitieux projet d'éducation au profit des enfants réfugiés en âge scolaire a ouvert une voie pour identifier les enfants non scolarisés et déscolarisés dans les camps afin de leur assurer une éducation de seconde chance leur permettant d'accéder au système formel ou d'entreprendre des activités génératrices des revenus à travers la mise en place d'un programme conjoint UNICEF- HCR et ONG partenaires (Plan Niger, OXFAM, CRS).

En vue d'assurer la mise en œuvre effective de ce projet d'éducation de seconde chance et le maintien de l'éducation formelle dans tous les camps en 2014 ; l'UNICEF continue de sensibiliser les bailleurs sur l'importance de l'éducation des enfants réfugiés en tant qu'outil de protection de l'Enfant. **(Cluster education)**

Protection : le cluster affine ses outils contre les violences basées sur le genre

A la fin du mois de mars, des membres du Cluster protection devraient être formés au système inter-agence de collecte de données et de documentation des cas de violences basées sur le genre (VBG). Ainsi, ils seront encore plus outillés pour s'engager aux côtés du HCR dans la lutte contre les VBG dans les camps de réfugiés.

La formation bénéficiera de l'appui d'UNFPA et s'inscrit dans la continuité d'autres formations entreprises par le Cluster depuis l'an dernier.

Afin de prévenir et de lutter contre les VBG dans les camps et sur les sites spontanés, certains membres du cluster travaillent déjà avec le HCR à la finalisation de procédures opérationnelles standards (SOPs). Le document permettra d'améliorer les activités de prévention et la prise en charge des victimes de VBG selon cinq piliers d'intervention identifiés par le HCR et les partenaires.

Les VBG existent sous de multiples formes dont les plus courantes sont le mariage des enfants, la violence conjugale, le viol et les mutilations génitales féminines. Il s'agit d'une réalité complexe qui exige la formation de personnel spécialisé afin d'assurer un suivi efficace des cas, allant de la prise en charge médicale et psycho-sociale des victimes de VBG aux aspects judiciaires et de lutte contre l'impunité.

Pour aller dans le même sens, UNFPA propose de soutenir la création au sein du cluster et de diriger avec OXFAM, un groupe de travail sur le thème des VBG en urgence afin de permettre aux membres du groupe d'harmoniser et d'améliorer leurs interventions et de rendre plus efficace la coordination et l'échange d'informations. L'existence du groupe de travail aidera aussi à définir un paquet minimum d'interventions, de messages clés et des outils de visibilité. Le groupe de travail VBG devrait être activé dès le mois d'avril 2013. **(Cluster protection)**

Nutrition : Formation à l'utilisation du Moringa contre les carences alimentaires

Dans le cadre du projet Amélioration de la prévention et traitement de la malnutrition aigue globale dans les communautés vulnérables du département de Tillabéry, Plan International Niger a formé et sensibilisé 22 femmes et un homme fréquentant le centre de santé de Sarakoira à l'utilisation et aux bienfaits du *Moringa oleifera* (localement appelé windiboundou) chez les femmes enceintes, allaitantes et chez l'enfant. Très facile à trouver, le Moringa est très riche en fer, explique le chef de projet. De fait, il aide à lutter contre l'anémie chez la femme enceinte, allaitante et les enfants.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Franck Kuwonu, Chargé de l'Information, kuwonu@un.org, Tél. (+227) 96 0094 96

Modibo Traoré, Chef de Bureau, traorem@un.org, Tél. (+227) 96 00 90 97

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur www.unocha.org/niger | www.reliefweb.int